

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 février 2011

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**concernant la violation des droits de l'homme
dont sont victimes cinq cubains
injustement détenus aux États-Unis**

(déposée par MM. Dirk Van der Maelen,
David Geerts et Patrick Moriau)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 februari 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de schending van de mensenrechten
van vijf onterecht gevangengenomen
Cubanen in de Verenigde Staten**

(ingedien door de heren Dirk Van der Maelen,
David Geerts en Patrick Moriau)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN: Plenum
COM:	Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		
<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>		

Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail: publications@lachambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail: publicaties@dekamer.be
--	---

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 12 septembre 1998 à Miami, cinq cubains, MM. Antonio Guerrero, Fernando González, Gerardo Hernández, Ramón Labañino et René González, ci-après dénommés "Les Cuban Five", ont été arrêtés sur le territoire des États-Unis. Ils étaient arrivés aux États-Unis en provenance de La Havane, avec pour mission d'infiltrer les organisations armées issues de la communauté cubaine exilée à Miami et de découvrir leurs éventuelles activités terroristes contre Cuba. Lors de leur arrestation, les "Cuban Five" n'ont opposé aucune résistance. Ils n'avaient pas pour mission d'obtenir des secrets militaires américains, mais de surveiller des criminels et d'informer La Havane de leurs plans d'agression. Ils agissaient contre le terrorisme; certains réseaux visant des cibles cubaines ayant été mis sur pied à Miami. Ce terrorisme a déjà coûté la vie à plus de 3 400 personnes à Cuba. Les "Cuban Five" ont donc été condamnés pour avoir "espionné les États-Unis" alors qu'ils ont infiltré des organisations criminelles qui, violant la loi américaine, se livrent à des actions violentes sur le territoire d'un État. Ils n'en ont pas moins été envoyés dans des cellules disciplinaires réservées au châtiment des prisonniers les plus dangereux et y ont été maintenus pendant dix-sept mois, jusqu'au début de leur procès devant la cour fédérale de Miami. Lorsque celui-ci s'est terminé, sept mois plus tard, en décembre 2001, la cour a prononcé dans cette affaire quatre condamnations à perpétuité, ainsi que des peines d'emprisonnement pour une durée totale de septante-sept ans.

En 2005, le Groupe de travail pour les détentions arbitraires des Nations Unies — qui relève du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies — déclara que l'emprisonnement des "Cuban Five" était en violation avec le droit international et ordonna aux États-Unis de se conformer à cette décision. Pour sa part, *Amnesty International* a émis de sérieux doutes sur la conduite du procès et a entrepris des démarches vis-à-vis des violations du droit de visites.

Le procès contre les cinq a connu pas mal d'irrégularités et les procédures juridiques en vue d'obtenir leur libération sont épuisées.

En effet, le 9 août 2005, le panel de trois juges du 11^e circuit de la cour d'appel d'Atlanta, a annulé le premier jugement et considéré les peines prononcées comme nulles et non avenues. D'après le panel, les conditions d'un procès équitable n'étaient pas réunies à Miami. Un an plus tard, l'appel est interjeté par le

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 12 september 1998 werden in Miami vijf Cubanen — Antonio Guerrero, Fernando González, Gerardo Hernández, Ramón Labañino en Rene González, de zogeheten *Cuban Five* — aangehouden op het grondgebied van de Verenigde Staten. Ze waren vanuit Havana naar de Verenigde Staten vertrokken om er te infiltreren in de gewapende groeperingen van de Cubaanse gemeenschap in ballingschap in Miami en eventuele plannen voor terreuracties tegen Cuba op het spoor te komen. Bij hun aanhouding hebben de *Cuban Five* geenszins weerstand geboden. Het was hun er niet om te doen Amerikaanse militaire geheimen te achterhalen, maar misdadigers te observeren en Havana in te lichten over geplande gewelddadige acties. Meer, zij waren actief in de strijd tegen het terrorisme; sommige netwerken die het op Cubaanse doelwitten hebben gemunt, hebben immers hun basis in Miami. Terreurdaden hebben al ruim 3 400 mensen in Cuba het leven gekost. De *Cuban Five* zijn uiteindelijk veroordeeld wegens spionage tegen de Verenigde Staten, hoewel ze infiltrerden in misdaadorganisaties die, in strijd met de Amerikaanse wet, gewelddaden plegen op het grondgebied van een derde Staat. Niettemin werden ze zeventien maanden lang — tot hun proces voor het federaal gerechtshof van Miami van start ging — vastgehouden in isoleercellen die bedoeld zijn voor de zwaarste criminelen. In december 2001, na een proces van zeven maanden, sprak het hof in deze zaak vier keer levenslang uit, en gevengenisstraffen voor in totaal 77 jaar.

In 2005 verklaarde de VN-werkgroep in verband met willekeurige detentie (die afhangt van de VN-Menserrechtenraad) dat het vasthouden van de *Cuban Five* een schending vormt van het internationaal recht. De werkgroep maande de Verenigde Staten aan zich naar die uitspraak te schikken. *Amnesty International* had dan weer ernstige twijfels bij het verloop van het proces en heeft stappen ondernomen tegen de schendingen van het bezoekrecht.

Het proces tegen de vijf ging met nogal wat onregelmatigheden gepaard en de juridische procedures om hun vrijlating te verkrijgen, zijn uitgeput.

Op 9 augustus 2005, in Atlanta, vernietigde een panel van drie rechters van het hof van beroep voor het elfde circuit het eerste vonnis en de uitgesproken straffen. Volgens het panel waren de voorwaarden voor een billijk proces in Miami niet aanwezig. Een jaar later, nadat de openbare aanklager beroep had aangetekend, kwam het

ministère public et le procès est renvoyé devant la cour d'appel d'Atlanta, mais cette fois en plénière, c'est-à-dire devant les 12 juges. La majorité des membres de la cour siégeant en audience plénière ont finalement décidé d'annuler le jugement d'août 2005 — une décision sans précédent dans la jurisprudence américaine. La cour plénière d'Atlanta a ensuite renvoyé une fois de plus les "Cuban Five" devant la cour d'appel (les 3 juges du 11^e circuit) pour juger les points qui n'avaient pas été jugés lors du 1^{er} appel.

Le 20 août 2007, une nouvelle audition fut organisée et la défense a pu exposer son point de vue quant aux autres points de l'appel. La cour, statuant en audience plénière, a malgré tout confirmé les peines prononcées contre les "Cuban Five" mais a ordonné la révision des condamnations de 3 d'entre eux. Les peines de Ramon Labañino, Fernando González et Antonio Guerrero furent annulées et renvoyées de nouveau devant la cour de Miami pour être rejugés par le même juge qui les a condamnés en 2001...

Le 15 juin 2009, la Cour Suprême américaine a fait savoir qu'elle refusait de réviser l'affaire des Cinq Cubains sans réelle motivation. Cette regrettable décision empêchera la tenue d'un procès équitable, sous la houlette d'un jury neutre, dans une autre ville que celle de Miami. En refusant de réviser cette affaire, la Cour Suprême américaine a également ignoré l'avis du Groupe de travail sur les détentions arbitraires des Nations Unies. Pourtant, cette demande de révision introduite par la défense était soutenue par 12 lettres *amicus* (un nombre jamais atteint jusqu'ici) et ont été signées par 10 Prix Nobel, des centaines de juristes et de parlementaires de par le monde. Parmi eux, figurent 20 parlementaires belges et l'Ordre des barreaux francophone, germanophone et flamand de notre pays.

En outre, d'innombrables actions organisées dans 140 pays par plus de 300 comités de solidarité avec les Cinq, sont toujours en cours pour réclamer leur libération. Cette campagne mondiale s'adresse au président Obama, qui dispose du droit constitutionnel d'intervenir dans cette affaire et de libérer les Cinq. En Belgique, trois ministres successifs des Affaires étrangères, Karel De Gucht, Yves Leterme et Steven Vanackere, se sont prononcés pour la libération des "Cuban Five".

Fin 2009, trois des cinq ont obtenu une réduction de peine par la Cour de Justice régionale du Sud de Floride. Deux peines de réclusion perpétuelle ont été remplacées par des peines d'une durée déterminée: Antonio Guerrero a obtenu une nouvelle peine de 21 ans

procès opnieuw voor het hof van beroep in Atlanta, maar ditmaal in plenum — dat wil zeggen voor 12 rechters. Uiteindelijk besliste een meerderheid van het voltallige hof het vonnis van augustus 2005 ongedaan te maken — een beslissing zonder voorgaande in de Amerikaanse rechtspraak. Daarop verwees het voltallige hof de zaak van de *Cuban Five* opnieuw naar de drie rechters van het elfde circuit, voor aspecten die tijdens het eerste beroep niet waren behandeld.

Op 20 augustus 2007 werd opnieuw een hoorzitting gehouden, tijdens welke de verdediging de overige punten van beroep kon toelichten. Het voltallige hof besloot daarop de straffen tegen de *Cuban Five* weliswaar te bevestigen, maar gelastte wel een strafherziening voor drie onder hen. Aldus werden de straffen van Ramón Labañino, Fernando González en Antonio Guerrero vernietigd en werden de drie opnieuw doorverwezen naar het hof van Miami, waar ze moesten verschijnen voor de rechter die hen in 2001 al had veroordeeld...

Op 15 juni 2009 deelde het Amerikaanse Hooggerechtshof mee dat het weigerde de zaak van de *Cuban Five* opnieuw in behandeling te nemen, zonder die beslissing echt met redenen te omkleden. Die betreurenswaardige beslissing verhinderde dat de Vijf een billijk proces kregen, met een neutrale jury, in een andere stad dan Miami. Door die weigering legde het Amerikaanse Hooggerechtshof tevens het advies van de VN-Werkgroep in verband met willekeurige detentie naast zich neer. Het door de verdediging ingediende verzoek om de zaak opnieuw in behandeling te nemen, werd gesteund door twaalf *briefs van amici curiae* (een nooit eerder gezien aantal), ondertekend door tien Nobelprijswinnaars, alsook door honderden juristen en parlementsleden van over de hele wereld. Onder hen waren ook twintig Belgische parlementsleden, de Orde van Vlaamse balies en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone*.

Nog steeds lopen in 140 landen talloze, door meer dan 300 solidariteitscomités georganiseerde acties om de vrijlating van de Vijf te eisen. Die wereldwijde campagne richt zich tot president Obama, die over het grondwettelijk recht beschikt in deze zaak op te treden en de Vijf in vrijheid te stellen. In België hebben drie opeenvolgende ministers van Buitenlandse Zaken — Karel De Gucht, Yves Leterme en Steven Vanackere — aangedrongen op de vrijlating van de *Cuban Five*.

Eind 2009 heeft het regionale gerechtshof van Zuid-Florida aan drie van de Vijf een strafvermindering toegekend. Twee levenslange gevangenisstraffen werden omgezet door straffen van bepaalde duur: de oorspronkelijke veroordeling tot levenslange gevangenisstraf en

et 10 mois à la place de la condamnation originelle pour la vie plus 10 ans et Ramón Labañino 30 ans au lieu d'à vie plus 18 ans. Quant à Fernando González a obtenu une nouvelle peine de 17 ans et 9 mois à la place de 19 ans. Le procureur général a ouvertement admis qu'elle demandait la réduction de peine sous la pression de l'opinion publique internationale.

Il est également important de souligner qu'Adriana Pérez et Olga Salanueva, les deux épouses de René Gonzalez et Gérardo Hernández, n'ont toujours pas été autorisées à revoir leurs époux depuis leur emprisonnement; les autorités américaines ayant toujours systématiquement refusé de leur octroyer un visa.

10 jaar van Antonio Guerrero werd omgezet in 21 jaar en 10 maanden, en Ramón Labañino kreeg 30 jaar in plaats van levenslang en 18 jaar. Fernando González kreeg 17 jaar en 9 maanden in plaats van 19 jaar. De procureur-generaal gaf openlijk toe dat ze strafvermindering had bepleit onder druk van de internationale publieke opinie.

Tevens moet worden beklemtoond dat Adriana Pérez en Olga Salanueva, de respectieve echtgenotes van René González en Gérardo Hernández, nog steeds geen toestemming hebben gekregen om hun echtgenoten sinds het begin van hun opsluiting te bezoeken, omdat de Amerikaanse autoriteiten steeds systematisch hebben geweigerd hen een visum te verlenen.

Dirk VAN der MAELEN (sp.a)
David GEERTS (sp.a)
Patrick MORIAU (PS)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. a pris connaissance de l'arrestation intervenue aux États-Unis d'Amérique, à Miami, en date du 12 septembre 1998, de cinq Cubains, MM. Antonio Guerrero, Fernando González, Gerardo Hernández, Ramón Labañino et René González. Ces derniers ont été déférés devant une cour fédérale, à Miami, qui a prononcé dans cette affaire des peines extrêmement lourdes;

B. considérant que les intéressés étaient chargés d'infiltrer des organisations terroristes en Floride qui planifiait des attentats contre Cuba et qu'ils n'ont pas mis en danger la sécurité nationale des États-Unis;

C. considérant que les intéressés sont emprisonnés depuis plus de 12 ans dans des cellules d'isolement, sans avoir le droit de recevoir la visite régulière de leur famille;

D. considérant la déclaration du 27 mai 2005 du groupe de travail sur les détentions arbitraires des Nations Unies qui indique que l'enfermement des cinq Cubains est arbitraire et illégale et insiste auprès des États-Unis pour qu'ils prennent des mesures en vue de remédier à cette situation;

E. considérant que le procès des cinq Cubains a connu beaucoup d'irrégularités et que les procédures juridiques en vue d'obtenir leur libération sont épuisées;

F. considérant larrêt du Haut Tribunal de Justice des États-Unis daté du 15 juin 2009, où la révision de l'affaire judiciaire des "Cuban Five" a été refusée sans motivation;

G. considérant que cette révision était cependant soutenue par 12 lettres *amicus*, signées par 20 députés belges et par l'Ordre des Barreaux flamands et l'Ordre des Barreaux francophone et germanophone;

H. renvoie aux résolutions de différents parlements nationaux et régionaux, ainsi qu'à la dénonciation par des personnalités internationales, dans des déclarations, des lettres ouvertes et des pétitions, de l'injustice faite aux cinq Cubains, et à leur protestation contre la violation des droits de l'homme commise à l'égard de ces prisonniers ainsi que des membres de leur famille;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. heeft kennis genomen van de aanhouding in de Verenigde Staten, in Miami, op 12 september 1998, van vijf Cubanen, te weten de heren Antonio Guerrero, Fernando González, Gerardo Hernández, Ramón Labañino en René González. Zij werden in Miami voor een federaal hof gedaagd, dat in die zaak uiterst zware straffen heeft opgelegd;

B. overwegende dat de betrokkenen ermee belast waren in Florida te infiltreren in terroristische organisaties die aanslagen tegen Cuba die op het oog hadden, en dat zij de nationale veiligheid van de Verenigde Staten niet in gevaar hebben gebracht;

C. overwegende dat de betrokkenen al meer dan twaalf jaar gevangen zitten in isoleercellen, zonder recht te hebben op geregelde bezoek van hun familie;

D. gelet op de verklaring van 27 mei 2005 van de VN-werkgroep in verband met willekeurige detentie, die aangeeft dat de opsplitsing van de vijf Cubanen willekeurig en illegaal is, en er bij de Verenigde Staten op aandringt dat zij maatregelen nemen om die situatie te verhelpen;

E. overwegende dat er zich tijdens het proces van de vijf Cubanen veel onregelmatigheden hebben voorgedaan en dat alle gerechtelijke procedures om hen vrij te krijgen zijn uitgeput;

F. gelet op het arrest van het Hooggerechtshof van de Verenigde Staten van 15 juni 2009, waar de herziening van de gerechtszaak van de *Cuban Five* zonder motivering is geweigerd;

G. overwegende dat die herziening nochtans werd gesteund door twaalf *briefs van amici curiae*, ondertekend door twintig Belgische parlementsleden en door de Orde van Vlaamse Balies en de *Ordre des Barreaux francophone et germanophone*;

H. verwijst naar de resoluties van verschillende nationale en regionale parlementen, alsmede naar verklaringen, open brieven en petities waarin internationale persoonlijkheden het onrecht dat de vijf Cubanen wordt aangedaan, aanklagen en naar het protest van die persoonlijkheden tegen de schending van de mensenrechten jegens de desbetreffende gevangenen en familieleden van hen;

I. renvoie au dossier “USA: *The Case of the Cuban Five*” d’Amnesty International du 13 octobre 2010 qui dénonce les manquements dans la procédure judiciaire et propose au gouvernement des États-Unis de résoudre l’affaire des “Cuban Five” par une procédure de grâce;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d’exprimer son inquiétude en ce qui concerne la violation des droits de l’homme commise à l’encontre des cinq Cubains;
2. de plaider auprès des États-Unis pour:
 - une intervention du président américain basé sur l’article 2, section 2 de la constitution américaine;
 - permettre le droit de visite aux prisonniers;
 - que leur gouvernement reconsidère l’affaire en exerçant son droit de grâce ou une procédure similaire adéquate;
3. de plaider au sein de l’Union européenne et des instances internationales pour reconnaître les “Cuban Five” en tant que prisonniers politiques et pour qu’ils puissent faire l’objet d’une mesure de libération immédiate.

30 novembre 2010

I. verwijst naar het dossier “USA: *The Case of the Cuban Five*” van 13 oktober 2010 van Amnesty International, waarin de tekortkomingen van de rechtspleging worden aangeklaagd, en de VS-regering wordt voorgesteld de zaak van de Cuban Five op te lossen via een gratieprocedure;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. haar ongerustheid te uiten over de jegens de vijf Cubanen begane schending van de mensenrechten;
2. er bij de Verenigde Staten voor te pleiten dat:
 - de VS-president optreedt op grond van artikel 2, afdeling 2, van de Amerikaanse Grondwet;
 - de gevangenen bezoekrecht krijgen;
 - de VS-regering de zaak herziet via een gratieverlening of een gelijkaardige passende procedure;
3. er binnen de Europese Unie en de internationale instanties voor te pleiten dat de Cuban Five als politieke gevangenen worden erkend, alsook dat ten aanzien van hen een maatregel tot onmiddellijke invrijheidstelling kan worden getroffen.

30 november 2010

Dirk VAN der MAELEN (sp.a)
 David GEERTS (sp.a)
 Patrick MORIAU (PS)